



Instabilité Socio-Politique et Niveau de l'Investissement Privé: Une Evaluation Empirique du cas du Cameroun

Par

Marcel René Gouenet¹

Université de Yaoundé II

Yaoundé, Cameroun

ICBE-RF Research Report No. 14/11

Investment Climate and Business Environment Research Fund
(ICBE-RF)

www.trustafrica.org/icbe

Dakar, Juillet 2011

¹ mrgouenet@yahoo.fr

This research study was supported by a grant from the Investment Climate and Business Environment Research Fund, jointly funded by TrustAfrica and IDRC. However, the findings and recommendations are those of the author(s), and do not necessarily reflect the views of the ICBE-RF secretariat, TrustAfrica or IDRC

Table des matières :

Résumé	iii
1. Introduction Générale	4
1.1 Contexte de l'étude	4
1.2 Cadre conceptuel et origine de l'instabilité socio-politique.	6
1.3 Instabilité sociopolitique et risque pour l'investissement au Cameroun : la position du problème	11
2. Cadre méthodologique de l'étude.....	14
2.1 L'analyse statistique des données secondaires et de l'enquête.....	14
2.2 Une analyse économétrique à partir des Moindres Carrés Ordinaires (MCO).....	14
2.3 La source des données	16
3. Résultats.....	16
4. Conclusion	23
Références Bibliographiques.....	26
Annexes :	28

Résumé

Ce papier propose une analyse de l'influence de l'instabilité socio-politique sur l'investissement privé au Cameroun. L'instabilité socio-politique est mise en exergue comme un facteur de risque pour l'investissement qui génère des coûts de transactions pour l'activité économique. La combinaison de la crise économique avec les crises politiques concoure à la dégradation de l'environnement des affaires en général et explique en particulier le comportement hésitant de l'investissement privé. L'estimation dans une équation des déterminants d'investissement à l'aide des MCO de l'indicateur d'instabilité politique préalablement calculé a révélé une corrélation négative, entre le coefficient de l'instabilité politique et l'évolution de l'investissement privé au cours de la période 1960-2002 au Cameroun.

MOTS CLES : *Instabilité socio-politique ; investissement privé ; risque ; l'environnement des affaires et de l'investissement.*

ABSTRACT

This paper analyses the impact of social and political instability on private investment in Cameroon. This instability generates transaction costs for the economic activity. This instability generates transaction costs for the economic activity. The combination of economic and political crises deteriorates the business climate in general and the private investment in particular, and explains the waving investment. This relationship is put to the fore by estimating an equation of the investment determinants using data from 1960 to 2002. Our OLS estimation shows a negative correlation between the variable political instability and the evolution of private investment.

KEY WORDS

Social and political instability, private investment, risk, business and investment environment

1. Introduction Générale

1.1 Contexte de l'étude

Les récents émeutes de février/mars 2008 provoqués par « la vie chère » et la révision constitutionnelle au Cameroun, au cours des quels les installations des entreprises étrangères ont été particulièrement attaquées par les émeutiers, relance l'actualité d'une problématique combinant l'instabilité socio-politique et son influence sur les performances économiques dans les pays en développement. Une littérature récente confirme également les enjeux de l'exploration de ce nouveau champ d'explication associant le niveau de l'investissement privé avec la réalité des crises socio-politiques dans les pays sous-développés (Hallward-Driemeier & Smith, 2005 ; Boujedra 2003 ; Cernès 2004 ; OCDE 2002² ; Collier 2006 ; Véron 2008). Alors que dans un contexte de pauvreté ces pays cherchent les voies et moyens pour leur développement, l'investissement qui est le moteur de la croissance et du développement économique doit être au cœur des variables explicatives, compte tenu des déficits institutionnels et les crises d'instabilité socio-politique qui les caractérisent. A ce sujet, Collier (2006) essayait déjà de montrer que *le principal risque menaçant le développement est celui de la guerre civile* car pour lui, il s'agit d'un phénomène extrêmement coûteux à la fois pour le pays concerné et pour ses voisins, et les conséquences s'inscrivent dans le temps. Même après le retour au calme, le risque d'un nouveau conflit reste élevé. Plus encore, le risque de guerre civile dans une région donnée augmente considérablement lorsque celle-ci est éclatée en de nombreux pays (Collier et Hoeffler 2001).

Le Cameroun bien que n'ayant pas connu la situation d'instabilité socio-politique extrême à l'exemple de la guerre civile, il a traversé tout de même depuis l'indépendance d'importantes situations de troubles politiques et économiques qui intègrent quelques facteurs explicatifs du climat des affaires et des investissements. La croissance tendancielle du PIB entre 1975 et 1986, avec une moyenne annuelle estimée en terme réel entre 6 et 7 %, allait être interrompue avec la crise économique de 1986-1987. C'est dans ce contexte favorable à l'économie qu'il y a eu la crise de succession présidentielle de 1982 à 1984 dont l'impact sur l'activité économique n'a jamais été évalué. Le développement de l'entrepreneuriat industriel du a démarrer dans ce contexte de croissance et va favoriser la hausse du taux d'investissement qui passera de 21 % en 1979-1980 à 24 % en 1986-1987 (Gankou, 1985). Bekolo-Ebe (1986)

² OCDE (2002) : « *Les Entreprises Multinationales Dans des Situations de Conflits Violents et de Violations Généralisées des Droits de l'Homme* ».

montre à ce sujet que la décennie 1975-1985 a été particulièrement propice pour l'économie camerounaise. Selon les statistiques du PNUD (1996), la croissance du produit intérieur brut (PIB) du pays amorce sa chute à partir de 1987 avec un taux moyen négatif de -4,33% en terme réel jusqu'en 1991-1992. L'investissement total connut une baisse considérable et ne représentait que 16,5% du PIB en 1990 (contre 30,8% en 1986). La crise économique de 1986-1987 va amener les autorités à accepter les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) en 1988 sous la conduite du Fond Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (Kamgnia et Touna, 2002): C'est aussi dans ce contexte de crise et d'ajustement de l'économie qu'a eu lieu la transition démocratique de 1990 à 1992, avec les crises de « *villes mortes* » et la désobéissance qui ont contribué fortement à la dégradation de la paix civile. Les capacités internes de financement de l'investissement seront fragilisées de façon significative par la chute de l'épargne intérieure qui ne représentera entre 1992 et 1993 que 40 % de son montant de 1986-1987 (Nguini, 1996). D'autres événements d'envergure non négligeable tels que la baisse des salaires des fonctionnaires en 1993, la dévaluation du franc CFA en 1994 et la tenue des élections présidentielles sous les multiples contestations fondent les facteurs explicatifs de l'environnement des affaires et de l'investissement au Cameroun.

L'investissement reste pourtant la variable clé de l'évolution économique. A court terme, l'instabilité de la décision d'investissement est la principale source des fluctuations conjoncturelles (niveau des prix, niveau du chômage etc.) ; à long terme, il détermine les capacités de production d'une économie et, en constituant le vecteur du progrès technique, détermine le potentiel de croissance (Villieu; 2000). Le Cameroun connaît depuis 1996 une timide reprise de la croissance de l'ordre de 4% qui aurait pu être soutenue par l'investissement direct étranger (IDE). C'est dans cette optique que l'appel aux capitaux étrangers est sollicité dans le cadre des programmes de privatisation amorcés dans les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS).

Dans le contexte de la mondialisation, la libéralisation des économies, le processus de privatisation engagé dans les pays émergents ainsi que la volonté des entreprises de bénéficier de ce nouveau contexte international ont suscité une forte croissance des IDE à destination des pays émergents. Mais le flux à destination des pays africains au Sud du Sahara en général et du Cameroun en particulier reste marginal. En 2003 par exemple, le volume d'IDE à destination du Cameroun s'élevait à 215 millions de dollars, mais ne représente que 1,43% du flux en destination de l'Afrique (Effa, 2005). Par ailleurs, le taux de croissance enregistré ces dernières années au Cameroun reste largement inférieur au taux de 7% défini dans les

objectifs du millénaire pouvant permettre de réduire de moitié le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté.

1.2 Cadre conceptuel et origine de l'instabilité socio-politique.

En matière d'attractivité, trois séries de facteurs agissent sur le niveau global du flux l'investissement entrant dans un pays. Il s'agit des facteurs de disponibilité des ressources de financement (variation du crédit bancaire au secteur privé, endettement extérieur, capitaux privés étrangers etc.). Des facteurs de risque interne ou externe et enfin des facteurs cycliques représentant le comportement de la conjoncture économique.

L'analyse de l'attitude de l'investisseur rationnel classique face au risque fait les distinctions suivantes : l'individu peut être risquophile (aimant le risque), neutre face au risque (peu importe le risque encouru dans la rémunération requise par l'investissement) ou risquophobe (l'individu est prêt à courir un risque mais il veut être rémunéré par une prime de risque) (Alexandre, 2000). C'est ce dernier type d'investisseur que nous considérons ici, car il ne rejette pas le risque, fut-il celui de l'impact éventuel de l'instabilité socio-politique sur son activité, mais en a conscience et demande une rémunération adéquate. Comme biens d'autres travaux qui l'ont précédé (Zeufack, 1996 ; Hali, 2003 ; Geiser, 2002 ; Drazen, 2002 ; Cernès, 2004 ; Boujedra, 2003), ce travail considère l'environnement socio-politique instable comme un facteur de risque aussi bien pour l'IDE que pour l'investissement privé local³.

Dans la littérature, l'instabilité politique qui génère le risque pour les affaires et l'investissement recouvre des événements très divers tels que les meurtres politiques, les coups d'Etat, les révolutions ou les guerres. Tous engendrent l'insécurité qui entrave les perspectives d'investissement requérant un amortissement sur une longue période (OCDE 2004). Fosu (1992) définit l'instabilité politique comme le changement de pouvoir politique par la violence et aussi les changements respectant des formes légales. Par contre, Hudson (1972) et Gupta (1991) présentent trois formes d'instabilités socio-politique: l'instabilité d'élite ou de l'exécutif qui englobe, coups d'Etat, changements et crises de gouvernement ; l'instabilité de masse qui correspond aux mouvements sociaux tels que les grèves, les manifestations ou les émeutes ; enfin l'instabilité armée ou violente qui prend en compte la guerre civile et les guérillas, et toute action politique violente.

³ La théorie économique se focalise sur le risque et l'incertitude comme des facteurs déterminants des décisions d'investissement (DIXIT et PINDYCK, 1994). Mais le risque et l'incertitude sont engendrés par l'instabilité chronique dans les pays africains et sapent les décisions d'investissement de long terme.

Les causes les plus plausibles de l'instabilité socio-politique en Afrique sont très complexes, et varient en fonction de chaque pays ou de la nature de l'instabilité spécifiée. Une étude consacrée à ce sujet met l'accent sur des déterminismes d'ordre culturel opposant certains groupes sociaux les uns aux autres (Véron 2008). Ces déterminismes sont le socle des explications de la conflictualité fondées sur des considérations identitaires, de type ethnique ou religieux. Pour le contexte de l'Afrique Subsaharienne, on peut citer le cas des pays comme le Rwanda, le Liberia, le Nigéria ou la Casamance. Ces causes, qui seraient latentes dans nombre de pays en développement et notamment dans ceux où la construction nationale est la plus récente, ont été largement mises en avant pour expliquer non seulement les conflits en Afrique sub-saharienne. Dans d'autres circonstances, Ces sont les inégalités socioéconomiques entre ethnies qui ont été à l'origine de nombreux conflits. La colonisation a contribué à accentuer ces inégalités en donnant plus de privilèges à certains tributs par rapport à d'autres pour l'accès et la gestion des ressources. Ces traitements de faveurs ont souvent créé des sentiments d'injustice sociale (injustice dans le partage du gâteau nationale, injustice socio-économique⁴, l'inégalité d'accès au pouvoir politique comme le confirment les études de Alesina et al. (1996), l'inégalité des facilités d'accès au commerce, etc.). Ces inégalités engendrent de la haine et de la révolte qui rendent difficile la construction des vrais Etat-Nation en Afrique (Collier et al. 2003). Les conflits frontaliers en Afrique en général et celui ayant opposé le Cameroun au Nigéria sur la péninsule de Bakassi en particulier s'inscrivent dans ce cadre, car la colonisation a créé des frontières artificielles qui sont aujourd'hui l'objet des conflits et qui divisent les peuples ayant pourtant les mêmes aspirations sociales.

Lorsqu'une classe sociale s'estime lésée (lorsqu'elle est victime de l'inégalité), elle peut choisir d'entrer en conflit même si les conséquences économiques et sociales sont lourdes. Azam (2002) montre que le gouvernement dans la plupart des cas se trouve alors confronté à une situation d'arbitrage entre une promesse de transferts plus importants et l'accroissement des dépenses militaires afin de prévenir la rébellion. C'est dans le même esprit que Collier (2007) fait une distinction entre les conflits fondés sur des revendications, ou doléances, nées d'un sentiment d'injustice dont pâtit un groupe social (les *grievances*), de ceux qui sont

⁴ Les travaux d'alesina et al. (1996) cherchent à caractériser l'effet de la distribution des revenus sur l'investissement via le canal de l'instabilité politique. Les auteurs formulent l'hypothèse selon laquelle les inégalités de revenu, en faisant croître le mécontentement social, augmentent le risque de révolutions et / ou de coups d'Etat, eux-mêmes nuisibles à l'investissement et à la croissance. Ils aboutissent à la conclusion que moins d'inégalités (une classe moyenne de taille importante) réduit l'instabilité socio-politique.

déclenchés par des «entrepreneurs» politico-militaires en quête d'un profit personnel (les *greeds*)⁵.

Les tentatives de coup d'Etat, les revendications démocratiques et les crises de protestation électorales répétitives (observées aussi au Cameroun) sont les signes de la crise d'une vraie démocratie participative où chaque acteur reconnaît et accepte « *les règles du jeu politique* » (Zelao, 2000). Ainsi, les mouvements d'humeurs dans les rues en Afrique, les rebellions contre les pouvoirs politiques traduisent une faiblesse des institutions politiques et un déficit de démocratie où en l'absence d'une possibilité d'alternance politique, certains acteurs de la scène politique et une tranche de la population contestent (*à tort ou à raison*) les règles légales qui sont supposés conduire à la conquête du pouvoir⁶. Il s'agit d'ailleurs de l'un des critères de la gouvernance politique telle que définies par l'OCDE (2004)⁷. Toutefois, l'instabilité socio-politique quelle que soit son origine, génère des pertes pour l'économie, et l'investissement privé est souvent cité comme l'une des cibles principales.

Selon Morzellec (2004), les troubles civiles qui dégénèrent en luttes armées, puis en conflits entre Etats en Afrique entraînent une instabilité du continent, et donc l'hésitation des investisseurs potentiels. L'impact de la guerre civile sur la croissance a été évalué par Knight et al. (1996). Ils suggèrent qu'un accroissement des dépenses militaires de l'ordre de 2,2 points du PIB pendant sept ans conduirait à une perte d'environ 2% du PIB. Ils avancent dans leur argumentation la combinaison des effets négatifs tels que la destruction des infrastructures, la fuite des capitaux et l'augmentation de l'incertitude qui pénalise

⁵ Paul Collier et al. (2005), *Breaking the Conflict Trap (...)*, op. cit. ; Paul Collier et Nicholas Sambanis (ed.), *Understanding Civil War Volume 2. Europe, Central Asia, and Other Regions : Evidence and Analysis*, Washington DC : The World Bank, 2005; Paul Collier, *The Bottom Billion: Why The Poorest Countries Are Failing and What Can Be Done About It*, Oxford : Oxford University Press, 2007.

⁶ Hirschman (1970) montre que cette situation se produit si la société ne dispose pas de moyens intrinsèques de contrôle démocratique, d'ouverture et de transparence.

⁷ Les critères retenus par l'OCDE (2004) pour évaluer le niveau de gouvernance sont :

- La participation de l'ensemble des hommes et des femmes à la prise de décisions.
- La transparence qui dépend de la libre circulation de l'information et de l'accessibilité des procédures, des institutions et des informations pour les personnes concernées
- La satisfaction des besoins et des attentes exprimées par les individus, sans discrimination par le biais des institutions et des procédures
- Les consensus sur les politiques et les procédures
- L'imputabilité et la responsabilité des membres du gouvernement, du secteur privé et des organismes de la société civile envers la population
- Un Etat de droit qui consiste en un cadre légal juste et appliqué impartialement
- Une vision stratégique, c'est-à-dire que les leaders de la société ont un projet offrant une perspective à long terme de l'avenir de la nation.

l'investissement⁸. Les pays en développement se caractérisent souvent par une instabilité socio-politique qui entrave l'activité économique. D'après une étude de la Banque Mondiale, depuis 1960, on dénombre, plus de 150 coups d'Etat réussis et 2600 émeutes. La moitié des guerres civiles s'est déroulée en Afrique. Ce qui affecte profondément le contexte des affaires. Il a été souligné d'ailleurs par le Fonds Monétaire International (FMI 2005)⁹ que l'Afrique Subsaharienne compte seize de vingt pays qui offrent l'environnement le plus défavorable aux affaires dans le monde.

Les entreprises multinationales font face à deux types de risques lorsqu'elles investissent à l'étranger : un risque systémique, commun à tous les investisseurs, lié à la qualité des institutions domestiques, et un risque idiosyncratique, spécifique à chaque paire de pays hôte et d'origine, lié aux relations politiques entre Etats. Ainsi, en fonction de la nature de ces relations, les IDE s'exposent aux risques d'expropriation ou de prédation qui augmentent avec l'instabilité socio-politique. Il est alors nécessaire de prendre en compte que les transactions interviennent dans certains contextes sous la menace du conflit. Par exemple, Anderson et Marcouiller (2005) montrent qu'introduire de manière endogène des activités de prédation par les individus dans un modèle de commerce en équilibre général dans un monde anarchique conduit à une situation d'équilibre autarcique pour un large éventail de paramètres. En l'absence de guerres, les coûts liés à l'insécurité internationale ne sont pas nuls. De plus, puisque la résolution des conflits intervient sous la menace de la guerre, le pouvoir militaire des pays influence aussi le résultat d'une résolution négociée. Skaperdas (2006) souligne cependant qu'une situation d'anarchie peu aboutir à des résultats finaux différents selon les règles de division choisies ; les lois et institutions internationales, dans la mesure où elles influencent les normes de conduite des Etats, peuvent ainsi influencer le niveau d'armement à l'équilibre. De plus, l'absence de mécanisme de gouvernance mondial empêche la fourniture de sécurité internationale et augmente l'incertitude dans les transactions internationales (Garfinkel et al. 2008).

Dans un contexte international marqué par l'intégration de chaque pays dans des organisations sous- régionales, la création d'institutions supranationales promeut l'échange d'informations sur les capacités militaires des pays membres et leur détermination dans les conflits, et renforce la confiance entre dirigeants politiques, ce qui renforce en dernier ressort

⁸ Les guerres civiles diminuent la croissance régionale, créent un environnement régional incertain, néfaste à l'investissement étranger, entraînent des ruptures dans les échanges commerciaux et provoquent une augmentation des dépenses militaires des pays voisins (MURDOCH et SANDLER 2002, COLLIER et al. 2003).

⁹ Lire le Rapport FMI (2005) : « Perspectives économiques régionales : Afrique Subsaharienne ».

la crédibilité des engagements des Etats et favorise la résolution pacifique des conflits (Bearce, 2003). Le dispositif institutionnel créé au niveau régional diffère cependant beaucoup selon la forme des accords. Seuls les plus intégrés, comme les unions douanières et les marchés communs, nécessitent des institutions communes significatives, à même d'empêcher les conflits de dégénérer en guerre¹⁰. Ces institutions internationales devraient donc interagir avec les institutions domestiques dans les choix de localisation des firmes multinationales, en contribuant à la paix civile.

L'instabilité socio-politique au Cameroun est assimilée dans ce papier aux *mouvements de révoltes depuis l'indépendance au début de la décennie 60, la crise de succession de 1982-1984, la transition démocratique sous diverses grèves et mouvements revendicatifs de 1990-1992, les conflits frontaliers et les multiples protestations électorales.*¹¹ Le risque politique occupe de plus en plus une grande place dans l'analyse des déterminants de l'implantation des investissements directs étrangers dans un pays (Cernès, 2004). Le Cameroun, comme la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, n'attire pas particulièrement les IDE. Par conséquent, l'investissement n'a plus atteint son niveau d'avant crise ; en 1989-1990, l'investissement total est estimé à 175 milliards FCFA contre 225 milliards en 1988-1989, et en 1995 l'investissement privé est évalué à 14,6 % du PIB alors qu'en 1984 par exemple, sur un échantillon de 409 sociétés, 39 % du capital social cumulé provenait de l'étranger. Pourtant un faible niveau de l'investissement local devrait être compensé par le flux d'IDE pour impulser une croissance économique.

Etant donné l'importance de l'investissement dans le renforcement de la croissance et du processus de développement, il serait judicieux d'examiner les pratiques susceptibles de décourager les décisions d'investissement. C'est dans ce contexte qu'il nous a paru opportun d'orienter la problématique de cette étude sur le lien entre l'instabilité socio-politique et l'investissement privé au Cameroun.

¹⁰ COLLIER et al. (2003) montrent que la guerre civile entraîne une diminution de la production nationale en détruisant les infrastructures et le capital physique, mais également en détournant les ressources vers le secteur non productif des dépenses militaires. Elle provoque aussi dans les ménages une perte de leur patrimoine, voire la destruction et la transformation du capital social (COLLETTA et CULLEN 2003, COLLIER et al. 2003).

¹¹ Le Cameroun n'a pas connu de guerre civile comme les autres pays de la sous-région, mais la crise du « Maquis », le conflit frontalier de BAKASSI, le coup d'Etat manqué de 1984 et dans une moindre mesure, la montée du grand banditisme ont constitué une instabilité politique où les acteurs ont eu recours aux armes. Les revendications du multipartisme à la veille et au début de la décennie 90, suivies des tensions post-électorales sont des facteurs qui ont contribué à la remise en cause d'une véritable stabilité politique au Cameroun.

1.3 Instabilité sociopolitique et risque pour l'investissement au Cameroun : la position du problème

Abordant les questions de l'instabilité et ses conséquences sur le développement économique, Paul Collier (2007) mettait déjà en exergue le rôle inverse des conflits dans le maintien de la pauvreté. L'auteur montre ainsi à travers les statistiques fournies par les données de l'Université de Michigan que 73% des pays les plus pauvres ont récemment traversé une guerre civile. D'après ses études, la causalité joue dans les deux sens car pour un pays à faible revenu classique et présentant un risque moyen d'apparition d'une guerre civile de 14% sur une période de cinq ans, une hausse de la croissance du PIB de 3% sur un cycle permettra de réduire ce risque à 11%, alors qu'une baisse de 3% le fera monter à 17%. L'investissement privé qui est un déclencheur du processus de croissance est au centre de ces analyses.

Dans l'analyse de la perception du risque par les investisseurs, les éléments politiques sont de plus en plus pris en considération dans l'évolution des perspectives de profits futurs. Face à un environnement politique instable, les facteurs économiques et financiers ne sont plus les seuls déterminants pour une décision d'investissement, que ce soit à l'étranger ou localement. Mais la modélisation du phénomène d'instabilité politique comme l'un des déterminants de l'investissement privé reste encore un champ nouveau pour la littérature économique. Pourtant, de telles modélisations devraient permettre de chercher une explication respectivement à la faible attractivité des pays de l'Afrique Subsaharienne et au faible niveau de l'investissement privé. Les pays africains qui négocient encore leur intégration dans l'économie mondiale ne semblent pas prendre en compte cette nouvelle donnée dans leurs réalités politiques pour créer un cadre propice aux affaires. Les auteurs du Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique (NPAD) donnent déjà une orientation en définissant la renaissance africaine comme *« l'appropriation de la modernité par les africains, en coopération avec les pays capitalistes développés »*. Selon cette approche, *les africains doivent se débarrasser une fois pour toute de l'idée selon laquelle la modernité et notamment la paix, la démocratie et le respect des droits de la personne sont la propriété de l'occident*. L'argument majeur étant que *les sociétés ne sont pas seulement en compétition économique ; elles rivalisent aussi dans les domaines des valeurs et des régimes politiques*. La modernisation de ces économies où l'instabilité socio-politique est légendaire, en vue de créer un cadre propice pour les investissements, nécessite un examen profond des facteurs défavorables à l'environnement des affaires en général et de l'investissement en particulier (Collaboration Mondiale pour l'Afrique, 1998).

Le Cameroun a connu depuis les indépendances des moments de troubles que nous pouvons qualifier ici d'instabilité socio-politique :

- Les mouvements de révoltes pour l'indépendance commencés en 1955 conduits par l'Union des Populations du Cameroun (UPC) et qui se sont poursuivis après les indépendances (1960-1970) sous l'appellation de « *Maquis* », ont été largement réprimés par les pouvoirs politiques avec les exiles, les condamnations et les assassinats politiques;
- La crise de succession de 1982-1984 à la tête de la magistrature suprême qui aboutit au coup d'Etat manqué du 6 avril 1984 ;
- La période des revendications démocratiques de 1990-1992 ponctuée par les mouvements de « *villes mortes* », la désobéissance civile, l'incivisme fiscal et les pertes en vie humaine (Sindjoun, 1999). L'un des signaux négatifs adressé aux milieux des affaires sera le mot d'ordre de l'opposition pour le boycott des produits des entrepreneurs français ;
- Le conflit frontalier qui a opposé le Cameroun au Nigeria dans la péninsule de Bakassi depuis 1994 et qui aboutit en 1996 à des affrontements ouverts des troupes en concentration sur ce site, suivi des pertes en vie humaine et faisant des prisonniers de guerre de part et d'autre. Ce conflit a contribué à la dégradation des relations entre les deux pays et a par contre favoriser dans le domaine des affaires un commerce informel. D'autres zones de tension s'inscrivent dans ce registre telles que l'île de Bouram sur le lac Tchad ; la frontière maritime dans le Golfe de Guinée, qui implique également la Guinée Equatoriale ;
- Les années électorales sous diverses protestations, 1992 ; 1997 et 2002 avec les mots d'ordre de boycott, les soupçons de fraude et les contestations de résultats ont fait peser une incertitude sur la paix civile et économique.

Si on s'en tient au seul adage qui dit que « *les affaires n'aiment pas les bruits* », on peut imaginer le manque à gagner dans le domaine des affaires et des investissements au cours de ces périodes de trouble au Cameroun. A titre d'exemple, le coût des «villes mortes » conjugué à la baisse des activités a provoqué une perte de 18,75 milliards en trois mois, soit en moyenne 6,25 milliards par mois pour l'exécution du budget de 1991-1992 (Biakan, 1997). Certaines entreprises commerciales à l'instar de Monoprix décidèrent de se retirer d'un tel contexte d'insécurité, comme l'avaient fait les banques d'affaires américaines telles que Boston Bank et la Chase Manhattan Bank lors de la crise économique de 1986-1987. En effet,

comme illustration du risque politique latent, lorsque l'opposition lance un boycott pour une élection, dans les milieux d'affaires, on ne sait pas l'action qu'elle va mener par la suite. Cette incertitude dans le jeu politique est de nature à faire retarder les décisions d'investissement et à stimuler les comportements de « wait and see ». L'appréciation que fait Nguini (1996) du climat des affaires au cours de la période 1975-1996 est emblématique quand il montre que, « *la construction identitaire d'un entrepreneuriat professionnel au Cameroun reste difficile d'autant plus que les hommes d'affaires sont comme les « politiciens entrepreneurs » ou les « politiciens investisseurs » obligés d'opérer des placements politiques pour préserver leurs activités ».*

C'est ce qui nous amène dans ce papier, à poser la question de savoir : ***Quelle influence l'instabilité socio-politique a-t-elle sur le niveau de l'investissement privé au Cameroun ?***

L'objectif de notre approche étant de pouvoir montrer comment l'instabilité socio-politique, en dégradant le climat de l'investissement, influence l'afflux des IDE et les décisions d'investissement des entrepreneurs locaux. De manière spécifique :

- Le papier essaye de montrer d'abord que l'instabilité politique augmente le coût du risque qui affecte l'IDE.
- Et ensuite que l'instabilité politique au Cameroun a une part d'explication au faible niveau de l'investissement privé.

L'intérêt d'un tel travail est d'abord lié à sa spécificité méthodologique, car il inclut dans les déterminants de l'investissement un facteur d'instabilité politique, pour tenter d'expliquer le niveau relativement faible de l'investissement privé au Cameroun entre 1960 et 2002. Les investisseurs sont les premiers types d'agents bénéficiant de l'avantage stratégique que présente une étude de l'instabilité socio-politique et son influence sur l'environnement des affaires. L'intérêt vient du fait que de telles analyses permettent aux particuliers d'élaborer leur politique de gestion de portefeuille en constituant aussi des provisions pour risque ou en souscrivant une couverture pour ces risques lorsque c'est nécessaire. La carte de risque d'instabilité socio-politique avec une définition de la gamme d'activités présentant une très grande sensibilité par rapport à cette instabilité serait une innovation pour la construction d'un instrument important d'évaluation de la décision d'investissement de ces entrepreneurs. Enfin, une étude de l'instabilité socio-politique au plan macroéconomique permet d'orienter les autorités politiques sur les réformes politico-économiques nécessaires à accomplir pour permettre à leurs pays d'intégrer l'économie mondiale de manière décisive.

Hypothèse de travail :

Cette recherche postule que :

- Le risque politique (instabilité socio-politique) influence négativement le flux d'IDE et conduit les entrepreneurs à réviser leurs plans d'investissements ;

- Le volume global de l'investissement privé est corrélé négativement par l'instabilité socio-politique.

2. Cadre méthodologique de l'étude

La méthodologie ici fait recours à une approche en deux étapes pour l'évaluation des deux hypothèses de travail: une analyse statistique et une analyse économétrique.

2.1 L'analyse statistique des données secondaires et de l'enquête.

Une analyse statistique de l'évolution de l'investissement privé nous permet de déduire le comportement hésitant de l'Investissement Direct Etranger dans un contexte d'instabilité politique au Cameroun. Cette analyse est aussi cruciale pour comprendre l'ajustement des décisions d'investissements face à l'environnement socio-politique instable, ainsi que pour l'appréciation de la rationalité des investisseurs. La perception que les investisseurs ont sur l'impact de l'instabilité socio-politique sur l'activité économique est captée par une enquête menée auprès des chefs d'entreprises du secteur privé de la capitale économique.

2.2 Une analyse économétrique à partir des Moindres Carrés Ordinaires (MCO).

Pour évaluer l'effet de l'instabilité politique sur le niveau général de l'investissement, nous avons fait recours au modèle de Serven de 1996. A la place de la variable « guerre » que l'auteur estime dans l'équation de déterminants de l'investissement, ce travail va introduire un indice d'« instabilité socio-politique » calculé à partir des composantes de l'instabilité que nous avons défini plus haut pour le cas du Cameroun.

En nous inspirant de la méthode de calcul de l'indicateur de développement humain du PNUD, nous évaluons cet indicateur d'instabilité en faisant pour hypothèse simplificatrice qu'il varie entre 0 et 1. Mais, contrairement à la méthode de l'indicateur de développement du PNUD où le même poids est attribué à chaque variable de la pondération, nous affectons des coefficients différents en fonction des effets de chaque facteur d'instabilité sur l'économie réelle. Plus concrètement, lorsqu'au cours d'une année, aucun facteur d'instabilité ne se

réalise, nous affectons la valeur 0 à la variable instabilité socio-politique. Lorsque tous ces éléments sont combinés au cours d'une année, la variable instabilité prend une valeur maximale qui est 1¹². Par contre, nous affectons les pondérations de 0,10 ; 0,15 ; 0,20 ; 0,25 ; et 0,30 respectivement aux facteurs d'instabilité socio-politique ci-après enregistrés au Cameroun : les mouvements de révoltes indépendantiste, la crise de succession de 1982-1984, la transition démocratique sous diverses grèves et mouvements revendicatifs, les conflits frontaliers et les multiples protestations électorales. A partir des données secondaires et celles de l'enquête auprès d'un échantillon de 50 entreprises privées, le modèle de déterminants de l'investissement ci-après est estimé et nous apprécierons particulièrement le comportement de cette variable instabilité socio-politique. Le modèle formalisé qui prend en compte d'autres variables pouvant expliqué le niveau de l'investissement privé se présente comme suit :

$$(Inv/PIB)=\beta_0+\beta_1CE+\beta_2DEPM+\beta_3(PIB/tête)+\beta_4(Croissance\ du\ PIB)+\beta_5(Dette-ext/PIB)+\beta_6(Var-Terme-Ech)+\beta_7(Inst-pol)+\mu.$$

Tableau 1-1 : Résumé des variables du modèle avec les signes attendus.

VARIABLE ENDOGENE
<i>Inv/PIB</i> : l'investissement privé en pourcentage du PIB

VARIABLES EXOGENES	Signe attendu
<i>CE</i> : le Crédit à l'Economie	Positif
<i>DEPM</i> : Le budget de la défense	Négatif
<i>PIB/tête</i> : le Produit Intérieur Brut par tête	Positif
<i>Croissance du PIB</i> : le taux de croissance du Produit Intérieur Brut	Positif
<i>Dette-ext/PIB</i> : la dette extérieure en pourcentage du Produit Intérieur Brut	Négatif
<i>Var-Terme-Ech</i> : la variation des termes de l'échange	Négatif
<i>Inst-pol</i> : l'instabilité politique	Négatif

Source : spécification de l'auteur.

Après le test de stationnarité sur ces variables, les variables qui ne l'étaient pas sont rendues stationnaires par différence premier avant de procéder à l'estimation du modèle.

¹² En effet, ces deux valeurs extrêmes de 0 et 1 sont moins réalistes suivant notre l'hypothèse d'étude, dans la mesure où la stabilité politique parfaite relève plutôt de l'utopie, et pareillement, on aboutit rarement à la situation où tous nos facteurs d'instabilité politique se produisent simultanément, ce qui représenterait une situation d'un « chao socio-politique ».

2.3 La source des données

- Les informations sur l'instabilité politique et sur le budget de la défense proviennent des archives de l'Assemblée Nationale, de la Croix Rouge Internationale et de la documentation portant sur l'histoire du Cameroun ;

- L'information sur les conflits frontaliers est disponible au Ministère de la Défense ;

- Les données des indicateurs macroéconomiques sont issues du CD ROM de la Banque Mondiale 2007, et concernent la période 1960-2002 ;

- Une petite enquête a été menée auprès de 50 entreprises privées de la ville de Douala pour évaluer les pertes économiques liées aux diverses situations d'instabilité politique au Cameroun. Suivant un sondage aléatoire l'étude a retenu, 25 entreprises commerciales, 15 entreprises industrielles et 10 entreprises de services avant d'interroger leur dirigeant. Le questionnaire administré aux chefs d'entreprise a cherché à capter les effets de chaque épisode d'instabilité socio-politique à la fois sur les activités économiques propres à l'entreprise, celles de leurs fournisseurs et/ou clients qui pouvaient pénaliser indirectement leurs exploitations et enfin sur leur décision de réinvestissement pendant les périodes de troubles. L'idée spécifique d'orienter cette enquête uniquement sur la ville de Douala s'est appuyée sur le fait que, étant la capitale économique du Pays, cette ville a malheureusement la particularité d'amplifier les mouvements de grèves et a connu pendant la période des revendications démocratiques de 1990-1992 les pertes économiques considérables.

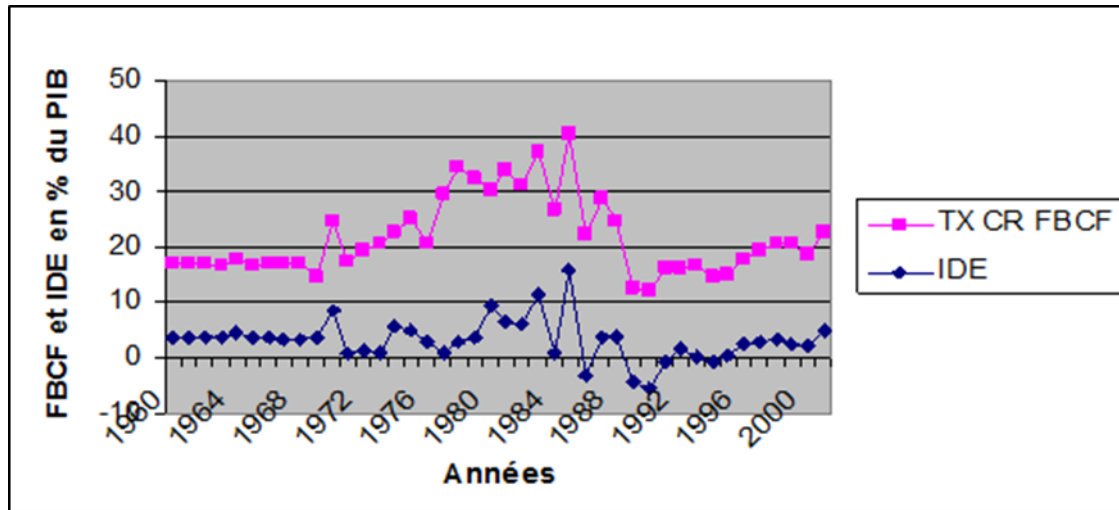
3. Résultats

3.1 Une concordance dans l'évolution du flux d'IDE, le niveau de la Formation Brute de Capital Fixe (FCBF) et l'instabilité socio-politique au Cameroun.

Au cours de la période 1970-96, le plus gros de l'investissement direct étranger en Afrique subsaharienne est allé à un petit nombre de pays, qui sont toutefois devenus plus nombreux en fin de période. Dans la course générale à ce type d'investissement, l'Afrique subsaharienne n'a cessé de perdre du terrain depuis les années 70. Parmi les pays qui recevaient des volumes considérables d'IDE, il y avait l'Afrique du Sud, le Botswana, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon et le Nigeria. Les flux d'IDE qui ont servi à financer le secteur des services en Afrique subsaharienne sont allés principalement au tourisme, et en particulier au secteur hôtelier. Plusieurs grands projets agricoles en ont également bénéficié de l'afflux des capitaux privés étrangers. Tel a été le cas, notamment, de la culture de la

banane au Cameroun, de celle du thé en Tanzanie et de celle de l'huile de palme au Ghana, ainsi que d'opérations agricoles à grande échelle en Zambie (SFI, 1997).

Graphique 2-3 : Comportement de l'IDE à côté de la FBCF



Source : A partir des données du CR-ROM de la Banque Mondiale 2007.

Nous constatons sur ce graphique que l'IDE n'a pas pu soutenir le niveau de la FBCF au Cameroun. Le taux d'IDE a rarement atteint 10 % du PIB et sa moyenne est également négative entre 1985 et 1995, le taux le plus bas étant enregistré en 1990 (-5,67% de la FBCF). La dévaluation du Franc CFA en 1994 et l'application des programmes de privatisation dans le cadre du PAS n'ont pas permis d'inverser la tendance. Même si la crise économique de 1987 explique partiellement cette situation, on peut bien établir un lien entre les années d'instabilité politique et le comportement hésitant de l'investissement au Cameroun.

a) Hésitation de l'investissement en situation d'instabilité politique et effet de mémoire des entrepreneurs au Cameroun.

Si on considère d'abord la période 1960-1985, où la situation politique n'était gère totalement stable. Il faut noter ici qu'au cours de cette période à conjoncture économique favorable (exportation du pétrole et développement du tissu industriel), le Cameroun avait connu deux crises d'instabilité socio-politique, à savoir : les mouvements indépendantistes conduits par l'UPC qui ont continué après l'indépendance du pays entre 1960 et 1969, et la crise de succession présidentielle qui a abouti au coup d'Etat manqué de 1984. On peut en partie attribuer le démarrage timide de l'investissement entre 1960 et 1969 à cette instabilité. Le « Boum » de 1970 et 1971 (où l'investissement est respectivement de 32,2 et 22,2 %) traduit une maîtrise de la situation politique par les autorités qui a vu la condamnation, l'exécution et

l'exile politique de la plupart des leaders de l'UPC. L'année 1982 ayant un taux d'investissement négatif (-4 %), cela peut laisser penser que les agents économiques au vu du changement intervenu à la tête de l'Etat (un changement de l'exécutif qui n'a pas été le fruit d'une élection), ont révisé leurs décisions d'investissement. Mais toutefois, le bicéphalisme à la tête de l'Etat qui aboutit en 1984 au coup d'Etat ne confirme pas cette tendance, car le taux d'investissement est resté positif (8,6 %).

Au cours de la période 1986-2002, l'effet conjugué de la crise économique et des crises politiques¹³ (la transition démocratique avec ses crises de « *villes mortes* » et « *la désobéissance civile* », les conflits frontaliers et les protestations électorales) pénalise doublement l'investissement. Le taux moyen négatif de l'investissement entre 1986 à 1995 confirme le négatif effet combiné de la crise économique et les crises politiques de cette période. La reprise quoi que timide de l'investissement en 1998 s'observe simultanément avec la baisse des tensions politiques. Même si selon certains observateurs, il existe un flou dans la causalité crise économique et crises politiques au Cameroun, d'aucuns estimant que c'est la crise économique qui a occasionné les vagues de protestations alors que pour certains, c'est la crise des « *villes mortes* » qui serait à l'origine des mauvaises performances macroéconomiques du Cameroun dans la décennie 90.

Cependant, selon les résultats consignés dans le tableau ci-après, l'enquête que nous avons réalisée auprès de 50 entreprises privées dans la ville de Douala où les mouvements d'instabilité socio-politique camerounais y sont toujours amplifiés, il y a une évidence :

¹³ Le début de la crise économique coïncide avec la vague de revendications démocratiques au début de la décennie 90. Les grèves et les marches de protestation pour le multipartisme et autres conférence nationale ont paralysé l'activité pendant plus de 6 mois (NOUMBA, 2001) entre 1990 et 1993. La crise qui oppose le Cameroun au Nigeria au sujet de la péninsule de Bakassi éclatait ouvertement en 1993. On ne saurait oublier les élections de 1992, 1997 et 2002 avec ses vagues de protestations.

Tableau 1-2 : proportion des entreprises dont l'activité a été touchée par l'instabilité socio-politique sur un total de 50 interrogés au Cameroun.

Type d'entreprise Formes de pertes enregistrées	Entreprises Industrielles	Entreprises Commerciales	Entreprises de services
Nombre d'entreprises ayant déclaré enregistré des pertes directes liées à la destruction des leurs infrastructures, des investissements ou des marchandises.	4	11	6
Nombre d'entreprises ayant déclaré enregistré des pertes indirectes liées à l'arrêt d'activités des fournisseurs ou des clients	10	14	7
Nombre d'entreprises ayant connu l'arrêt ou réduction des investissements nouveaux pour cause d'instabilité socio-politique	13	21	5

Source : résultats de l'enquête de l'auteur auprès des entreprises privées de Douala en 2009.

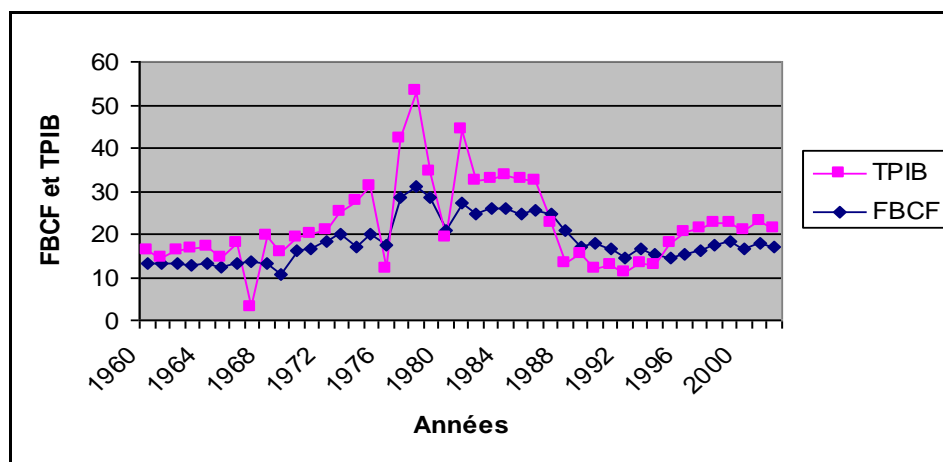
Comme on peut le lire dans ce tableau, 42 % des chefs d'entreprise interrogés déclarent avoir subi directement les pertes économiques liées à l'arrêt d'activités ou à la suite des actes de vandalisme sur leurs infrastructures lors des mouvements de débrayage ayant ponctué la période 1990-1992. Par contre, 62% d'entreprises ont été affecté plutôt de façon indirecte à travers les pertes de leurs fournisseurs et/ou clients (annulation des commandes et perte de capital ou pouvoir d'achat), suite à la paralysie des circuits d'approvisionnement et de distribution. 78% des entrepreneurs affirment n'avoir pas fait d'investissements nouveaux pendant les périodes d'instabilité socio-politique pour lesquelles ils ont été interrogés et essentiellement pour des raisons de sécurité. Une analyse de ces données par secteur d'activité montre que les entreprises du secteur tertiaire ont été le plus touchés directement par les mouvements d'instabilité socio-politique (à 60%) suivi des entreprises du secteur secondaire (26,2%). Ainsi, à niveau d'instabilité socio-politique donné, les entreprises du secteur commercial subissent les pertes les plus élevées. Selon ce données, les agents économiques notamment les investisseurs de la capital économique du Cameroun ont un effet de psychose par rapport à l'intensité de dégâts des facteurs d'instabilité socio-politique suivant l'ordre d'importance suivant : les mouvements de revendications démocratiques avec ses crises de « villes mortes » de 1990-1992 arrivent en tête (certainement à cause de la popularité qu'a connu ces mouvements) ; puis, en deuxième lieu les conflits frontaliers et les protestations pré et postes électorales. Plusieurs chefs d'entreprise (menant en majorité une activité commerciale) considèrent effectivement les années électorales comme les années à risque

pour l'instabilité socio-politique ; ensuite, les mouvements de révoltes menés par les leaders de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) dans les années d'indépendance ; et enfin, la crise de succession à la tête de l'Etat en 1982 qui aboutit au coup d'Etat manqué du 6 avril 1984 (ce rang se justifierait par l'effet plutôt lointain de ce dernier mouvement). Mais il reste que l'instabilité socio-politique a pénalisé l'investissement et même la croissance. Les chiffres de l'investissement privé qui fluctuent ainsi avec les mouvements d'instabilité politique confirme l'hypothèse selon laquelle les entrepreneurs par rapport à leurs plans stratégiques et rationnels, révisent à la baisse leurs décisions d'investissement en situation d'instabilité socio-politique. Ce qui se confirme aussi avec les résultats de l'enquête car très peu d'entrepreneurs déclarent avoir fait d'investissements nouveaux au Cameroun en période de troubles.

b) Faible niveau de l'investissement privé et faible taux de croissance dans le contexte d'instabilité socio-politique.

L'investissement privé qui est pourtant le moteur de la croissance n'a pas pu atteindre un niveau suffisant pour pouvoir doper l'économie dans ce contexte de double crise comme l'exprime le graphique ci-dessous :

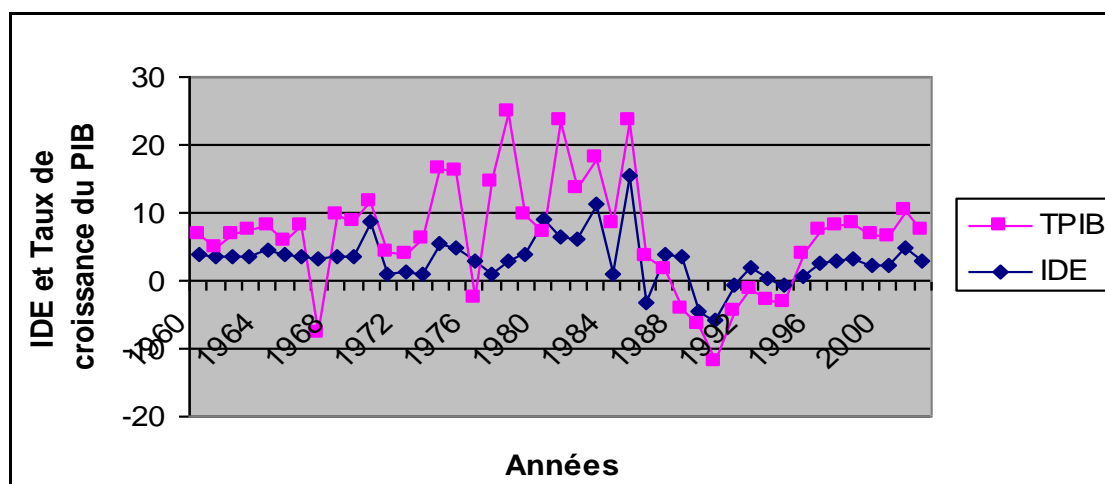
Graphique 2-4 : La FBCF et le taux de croissance



Source : Données du CD-ROM de la Banque Mondiale 2007.

La similitude entre les deux courbes montre bien que la FBCF n'a pas contribué à impulser la croissance économique, les mouvements de croissance ayant effectivement suivi ceux de la FBCF. Pour ce qui est du cas spécifique de l'IDE, la situation reste la même :

Graphique 2-5 : L'ide et la croissance économique au Cameroun



Source: Données du CD-ROM de la Banque Mondiale 2007.

L'IDE n'a pas permis de soutenir la croissance au Cameroun et ceci se confirme d'autant plus qu'à l'observation de son évolution, on constate que pour certaines périodes au contraire, la chute du taux de croissance du PIB a été précédée par la chute du taux d'IDE (années 1972, 1987 et 1991). Ainsi les mauvaises performances macroéconomiques pourraient bien se justifiées a priori par le mauvais comportement de l'investissement privé et de l'IDE dans un contexte d'instabilité politique. Les travaux de Touna Mama et Tsafack Nanfosso (2002) confirment ce faible niveau de l'investissement et mettent en avant le caractère de désindustrialisation au Cameroun au cours de la décennie 90 en établissant le lien avec le PAS. Mais dans la mesure où les statistiques ci-dessus ne nous permettent pas de faire une séparation entre la contribution des variables conjoncturelles et structurelles de celles de l'instabilité socio-politique dans l'explication du mauvais comportement de l'investissement privé, seule une estimation économétrique du lien entre ces deux variables peut permettre de confirmer ou d'infirmer l'existence et le sens d'une éventuelle causalité.

3.2 La contribution de l'instabilité socio-politique dans l'explication du niveau de l'investissement privé : le résultat de l'investigation économétrique.

Après avoir calculer l'indicateur d'instabilité politique avec la méthode exposée plus haut, une estimation de notre modèle de déterminants de l'investissement grâce au logiciel Eviews et à partir des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) présente les résultats résumés dans le tableau ci-après, que nous devons interpréter par la suite.

a) Les résultats de la régression du modèle à partir des MCO.

Tableau 1.3 : Valeurs estimées des variables.

Variables du modèle	Valeurs estimées
<i>CE</i>	0.154410**
<i>DEPM</i>	-1.63E-10**
<i>PIB/tête</i>	0.070707***
<i>Croissance du PIB</i>	0.000116**
<i>Dette-ext/PIB</i>	-7.03E-10**
<i>Var-Terme-Ech</i>	2.52E-12
<i>Inst-pol</i>	-2.795046***
Constante	-0.383475

Notes : *** significativité au seuil de 10 % ; ** le signe attendu.

Certains des coefficients estimés ont le signe attendu. C'est le cas du coefficient du Crédit à l'économie, du PIB et de son taux de croissance, des dépenses de la défense, de la dette et de l'instabilité politique. Ces coefficients sont également significatifs. Par contre, le signe du coefficient des termes de l'échange est contraire à celui attendu. Le coefficient des termes de l'échange n'est pas significatif. Le R^2 étant égal à 7,88 et avec une valeur significative de la Fischer, nous pouvons affirmer que le modèle est globalement significatif.

b) Interprétation des résultats de l'estimation:

Le signe négatif du coefficient de l'instabilité socio-politique ainsi que sa significativité confirment la validité de la deuxième hypothèse de ce travail selon laquelle, l'instabilité socio-politique est un facteur d'affaiblissement du niveau de l'investissement au Cameroun. Comme il conduit les investisseurs à ajuster leurs décisions d'investissement, l'instabilité socio-politique au niveau macroéconomique influence négative le niveau global de l'investissement privé. Parallèlement, cette estimation montre aussi que les dépenses de la défense qui s'augmentent avec ces situations d'instabilité politique, ont eu un effet d'éviction sur cet type d'investissement. Le signe positif du coefficient du PIB, du taux de croissance et du crédit à l'économie traduit une corrélation positive entre ces variables et l'investissement. Ceci montre que la taille du marché est un facteur favorable au niveau de l'investissement privé au Cameroun. Un niveau de crédit élevé représente une perspective de financement l'investissement, tandis qu'un faible niveau de crédit traduit plutôt un resserrement de la contrainte de financement pour l'investissement comme l'avaient confirmé les travaux de Kamgnia et Touna Mama (2002). Par contre, la détérioration des termes de l'échange n'explique pas ici le niveau de l'investissement contrairement à nos attentes. L'une des explications crédible pour ce paradoxe serait que la détérioration des termes de l'échange a

beaucoup plus pénalisé les investissements pour la production des matières première qui caractérisait l'économie camerounaise dans les années 70 et 80, alors que les investissements enregistrés dans les deux dernières décennies (90 et 2000) ont été quelque peu favorables à la diversification de la structure productive de l'économie (la tendance des investissements est allée vers le développement de l'industrie manufacturé dont l'évolution serait moins sensible aux fluctuations des prix des matières premières sur les marchés internationaux).

4. Conclusion

Les résultats des analyses statistiques et de la régression de notre modèle économétrique nous conduisent à la conclusion selon laquelle, l'instabilité socio-politique a affecté négativement le volume de l'investissement privé au Cameroun. D'une part, les données issues de l'enquête auprès des entreprises montrent qu'au cours des épisodes d'instabilité socio-politique présentées ci-dessus, les investisseurs ont enregistré des pertes économiques directement sur leurs propres activités et indirectement sur l'activité de leurs fournisseurs et/ou de leurs clients. Plusieurs chefs d'entreprise du secteur commercial n'ont pas fait des investissements nouveaux pendant ces périodes d'instabilité pour des raisons de sécurité. D'autre part, l'analyse des statistiques de la base de données macroéconomiques de la banque mondiale ainsi que l'analyse économétrique confirment également l'hésitation de l'investissement privé. Autrement dit, plus les facteurs d'instabilité politique se sont multipliés, de plus en plus, on a enregistré un manque à gagner sur le niveau d'évolution de l'investissement privé. Cette catégorie d'investissement serait plus élevée (en termes de volume) que ce qu'on a obtenu (toutes choses restant égales par ailleurs, notamment, le niveau d'offre de crédit ou le niveau de PIB) s'il n'y avait pas eu une situation d'instabilité socio-politique. Les dépenses de l'Etat devenues importantes avec l'instabilité socio-politique dans le secteur de la défense ont généré un effet d'éviction pour l'activité privé, alors qu'ils auraient pu être investi de façon optimal dans les secteurs sociaux (éducation, santé, infrastructures...etc.) et permettre plutôt de stimuler l'investissement du secteur privé.

En guises de recommandations de politique économique pour améliorer le climat des affaires et partant celui de l'investissement au Cameroun, les autorités se doivent *au plan politique* de renforcer le dialogue politique dans logique d'apaisement. Ils doivent clarifier les règles du jeu politique notamment en établissant la crédibilité du système électoral. A titre d'exemple, l'Assemblée Nationale doit revoir les procédures de vote des lois qui fixent les règles du jeu politique et qui divisent très souvent les acteurs politiques, notamment celles portant sur la

révision constitutionnelle et sur l'organisation des élections, afin de réduire la contestation systématique des résultats de ces consultations politiques et les tensions pré et post électorales. En outre, la coopération internationale et la diplomatie doivent prévaloir en cas d'éclatement d'un conflit frontalier. Les acteurs politiques doivent donc intégrer la résolution pacifique des conflits comme le cas de Bakassi entre le Cameroun et le Nigeria dans les enjeux de la gouvernance et du développement économiques.

Au plan social, les décideurs politiques doivent orienter leurs actions en faveur du développement des infrastructures, de l'accès à l'éducation, l'accès à la santé dans le but de renforcer le capital humain des populations démunies. Ils faut que ces actions s'accompagnent de la promotion des activités génératrices d'emplois et de revenus. Ces actions menées en toute transparence permettent d'éviter qu'une grande proportion de la population se retrouve en marge de la société et contribuent ainsi à réduire le risque de mécontentements populaires, et d'instabilité socio-politique. Le développement des capacités individuelles et d'un environnement socio-politique favorable aux affaires permettent aux populations même les plus pauvres de saisir les opportunités sur le marché du travail et dans l'entrepreneural.

Au plan économique, il faut surtout mettre en œuvre de bonnes politiques de redistribution de la richesse nationale. La politique fiscale de l'Etat doit dans un tel contexte avoir pour but de corriger les inégalités et les injustices socio-économiques. Par ailleurs, avec des politiques économiques transparentes (respect et application du droit, facilitation des procédures administratives, transparence des marchés publics...), les pouvoirs politiques afficheront leur volonté à stabiliser le climat politique et économique, et la volonté de sécuriser et/ou de favoriser l'activité des investisseurs du secteur privé. Etant donné que le Cameroun a été indexé plusieurs fois par l'ONG Transparency International comme l'un des pays les plus corrompus au monde, une lutte systématique doit être menée contre cette corruption qui crée à la fois une ponction sur la richesse nationale et occasionne des coûts de transactions pour les entrepreneurs du secteur privé. En l'absence d'un système d'assurance privé qui couvre les pertes liées à l'instabilité socio-politique pour les investisseurs, l'Etat doit prendre la responsabilité et donner une garantie aux investisseurs (par exemple dans un cadre incitatif du code des investissements) de rembourser (même juste à un certain seuil) les pertes éventuelles liées aux mouvements socio-politiques. Pour rassurer sur ce plan, l'Etat doit d'abord reconstruire systématiquement les infrastructures publiques saccagés par les grévistes et qui sont indispensables pour le développement de l'activité privée, car on a constaté par le passé au Cameroun que les infrastructures routières qui ont subi des dégradations à la suite des

mouvements de protestation sont restées longtemps sans être arrangées. Les questions d'interactions entre l'instabilité socio-politique et l'activité économique dans un contexte sous- régionale ou dans la problématique du développement de l'Afrique Subsaharienne pose toujours des enjeux et des défis complexes pour la recherche en économie.

Références Bibliographiques

- Alesina, Alberto, Sule Özler, And Swagel P. (1996): "Political Instability And Economic Growth" *Journal of Economic Growth* 1, Pp. 189-211.
- Alexandre H. (2000) : *L'Individu face au marché : investisseurs, spéculateurs et crise boursiers. EMA.*
- Anderson J. et Marcouiller D. (2005) : "Anarchy and autarky : endogenous predation as a barrier to trade", *International Economic Review*, Vol. 46 n° 1. Pp. 189-213.
- Azam, J. P. (1999): "L'Etat autogéré en Afrique", *Revue d'Economie du Développement*, N° 4, PP. 3-19.
- Biakan (1997) : "*L'idée de rationalisation des relations entre Etat et les entreprises publiques au Cameroun*". Université de Yaoundé II.
- Bearce, D. H. (2003): "Grasping the commercial institutional peace", *International Studies Quarterly*, vol. 47 no 3: pp. 347-370.
- Bekolo-Ebe, B. (1986) : « Rétrospective d'une décennie de croissance de l'économie Camerounaise : 1975-1986 », *Revue Camerounaise de Management.*
- Boujedra F (2004) : « Risque pays, IDE et crise financière internationale : évaluation et étude empirique » *Laboratoire d'Economie d'Orleans.*
- Cernès J. (2004) : « de Mesure les Instruments du Risque Pays sont-ils Fiables » dans *Management des risques internationaux*, Economica.
- Collaboration Mondiale pour l'Afrique (1998) : *Pour une amélioration du climat de l'investissement en Afrique.*
- Collier P. (1999): « *On The Economic Consequences of Civil War* ».Oxford Economic Paper.
- Collier P. (2007), *The Botton Billion: Why The Poorest Countries Are Failing and What Can Be Done About It*, Oxford: Oxford University Press.
- Collier P. (2008): "International political economic: some African applications", *Journal of African Economies*, Vol. 17, Pp. 110-129.
- Collier P., Elliott L., Hegre H., Hoeffler A., Reynal-Querol M., Sambanis N. (2003): *Breaking the Conflict Trap: Civil Wars and Development Policy*, Oxford and Washington D.C.: Oxford University Press and The World Bank.
- Collier, P. et Hoeffler A. (2001): "Greed and Grievance in Civil War". Recherche financée par la Banque mondiale. Disponible à l'adresse suivante : www.worldbank.org/research/conflict/papers/greedandgrievance.htm
- Collier P. et Sambanis N. (2005): *Understanding Civil War Volume 2. Europe, Central Asia, and Other Regions : Evidence and Analysis*, Washington DC : The World Bank.
- Drazen A. (2002): *Political Economic In Macroeconomics*. Princeton University Press
- Dunning T. (2001): "Resource dependence, economic performance, and political stability", *Journal of Conflict Resolution*, vol. 49, N° 4, Pp. 451-482.
- Eboué C. (2002) : « *Les Facteurs de l'Investissement Privé et de l'Irréversibilité de l'Investissement* »
- Effa Fouda (2005) : « *Le Rôle de l'Investissement Direct Etranger Dans le Renforcement des Capacités Scientifiques et Techniques des Pays en Développement* » Ministère de la recherche Scientifique et de l'Innovation, Cameroun.
- Fosu A.k. (1992): "Political Instability And Economic Growth: Implication Of Coup Events In Sub-Saharan Africa" *The American Journal of Economics And Sociology*, Vol 61; N° 1.
- Gankou, J. M. (1985) : *L'Investissement dans les PVD. Cas du Cameroun*, Paris, Ed. Economica.
- Garfinkel, M. R., Skaperdas, S. and Syropoulos, C. (2008): *Guns and Butter: The Economic Causes and Consequences of Conflict*, Hess, Gregory D, Cambridge, MA: MIT Press, chapter Globalization and Insecurity: Reviewing Some Basic Issues.

- Geiser C. (2002) : « *l'Entreprises et la Paix en Bosnie : Une Patience est de Mise* » Université du Québec à Montréal.
- OCDE (2002) : « *l'Implication Des Entreprises Dans la Démocratisation et la Prévention des Conflits en Haïti : Trop Peu, Trop Tard ?* » Document de travail.
- Hali E. (2003) : « la qualité des institutions et le résultat économique : un lien étroit », *Finance & Développement*. Disponible à l'adresse <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2003/01/index.htm>.
- Hallward-Driemeier, M. et Smith, W. (2005) : « Le climat de l'investissement: Une donnée primordiale » *Finance et Développement*, Pp. 40-43.
- Kamgnia Dia B. & Touna Mama (2002) : « le Comportement d'Investissement Privé au Cameroun : Un Resserrement de la contrainte Financière ? » *Recherche et Développement*, N° 003, FSEG, Université de Yaoundé II.
- Knight M., Loayza N. et Villanueva D. (1996): "The Peace Dividend: Military Spending Cuts and Economic Growth". *IMF Staff Papers*, 43(1): pp. 1-37, 1996.
- Nguini Owana E. (1996) : « *L'Etat et les Milieux d'Affaires au Cameroun : Autoritarisme, Ajustement au Marché et Démocratie (1975-1996)* » CEAN-IEP DE BORDEAUX ET GRAP.
- OCDE (2002) : « *Les Entreprises Multinationales Dans des Situations de Conflits Violents et de Violations Généralisées des Droits de l'Homme* », Document de travail N° 2002/1.
- Serven, L. (1999) : "Uncertainty, Instability, And Irreversible Investment : Theory, Evidence, and lessons for Africa", World Bank.
- Skaperdas S. (2006) : *Oxford handbook of political economy*, Weingast, Barry R. and Wittman, Donald, Oxford University Press, Chapter Anarchy, Pp. 881-896.
- Sindjoun, L., (1999) : « La révolution passive au Cameroun. Etat, société et changement », Dakar, Codesria, 425p.
- Skaperdas, S. (2006) : *Oxford Handbook of Political Economy*, Weingast, Barry R. and Wittman, Donald, Oxford University Press, chapter Anarchy, pp. 881-896.
- Touna Mama et Tsafack-Nanfosso, R. (2000) : « Ajustement Structurel et Désindustrialisation au Cameroun ».
- Véron J-B. (2008) : « L'aide au développement face à la guerre » *Focus Stratégique N° 7*, Centre des Etudes de Sécurité, Paris.
- Zelao, A. (2000) : « Le vote Comme Formule de civilisation des mœurs politiques au Cameroun au détour du procès démocratique ».
- Zeufack, A. (1996) : « Les déterminants de la demande d'investissement privé Dans les PVD : Cas du Cameroun » Clermont Ferrand, CERDI.(Mémoire , Magistère de développement économique).

Annexes :

Tableau A₁ : Résultat de l'estimation de notre modèle par la méthode des MCO grâce au logiciel Eviews.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DCE	0.154410	0.146327	1.055237	0.2992
DPIB	0.000116	4.56E-05	2.531487	0.0165
TPIB	0.070707	0.080030	0.883508	0.3836
DDEPM	-1.63E-10	7.58E-11	-2.148147	0.0394
TINFL	0.054825	0.063462	0.863906	0.3941
TERM	2.52E-12	4.87E-12	0.517890	0.6081
DDETTE	-7.03E-10	8.67E-10	-0.810393	0.4237
IP	-2.795046	1.083217	-2.580319	0.0147
C	-0.383475	0.601184	-0.637867	0.5281
R-squared	0.788601	Mean dependent var		0.130997
Adjusted R-squared	0.360751	S.D. dependent var		2.981400
S.E. of regression	2.383721	Akaike info criterion		4.766390
Sum squared resid	181.8280	Schwarz criterion		5.142540
Log likelihood	-88.71100	F-statistic		3.821678
Durbin-Watson stat	2.331672	Prob(F-statistic)		0.002987

TABLEAU A₂ : Chronologie succincte de l'Histoire du Cameroun

Chronologie succincte, de la colonisation à l'Indépendance

1884 : Le Cameroun devient protectorat allemand. Les Allemands définissent les limites du territoire, qui s'étend du lac Tchad en région sahélienne à la rivière Sangha en forêt équatoriale au sud. Ils se trouvent en butte à des révoltes constantes de la part des populations locales de l'hinterland camerounais, et ne parviennent pas à établir durablement leur autorité.

1914-1916 : combats entre les troupes coalisées belgo-franco-britanniques et allemandes.

1919 : Par le traité de Versailles, la France partage le Cameroun avec la Grande-Bretagne (*territoires sous mandat B*), qui contrôle une bande limitrophe du Nigéria. Le pays est placé sous mandat de la SDN puis, en 1945, sous tutelle de l'ONU. La France met en application le Code de l'Indigénat.

1944 : Conférence africaine française de Brazzaville : fin officielle de l'indigénat ; liberté d'association et liberté syndicale. Naissance des premiers mouvements syndicaux.

1948 : Naissance de l'UPC, créé par Ruben Um Nyobé.

1955 : Dissolution officielle de l'UPC, qui prend le maquis et s'engage dans la lutte armée.

1958 : Le Cameroun français obtient son autonomie dans le cadre de l'Union française. Um Nyobé est tué dans le maquis.

1960 : Indépendance du Cameroun français. ; élection de Ahmadou Ahidjo à la Présidence de la République. L'UPC poursuit la lutte armée contre le nouveau président.

1961 : Après referendum, le Cameroun britannique est scindé en deux. Le nord s'unit au Nigéria et le sud à l'ex Cameroun français pour former la *République fédérale du Cameroun* sous la présidence de A. Ahidjo. Félix Moumié est empoisonné à Genève par un agent des services secrets français.

1971 : Ernest Ouandié est exécuté après un simulacre de procès.

1972 : Fin officielle de la guerre civile. Le Cameroun devient un état unitaire et bilingue au pouvoir d'un parti unique (UNC).

1982 : Ahidjo cède le pouvoir à son premier ministre Paul Biya, actuel Président de la République.

1984 : Elections présidentielles qui légitiment Biya comme président. Il supprime le poste de Premier ministre et condamne à mort par contumace Ahidjo pour tentative de coup d'Etat.

1985 : L'UNC est rebaptisée RDPC (Rassemblement démocratique du peuple camerounais).

1990 : Création du SDF (Social Democratic Front), premier parti d'opposition ; décret présidentiel autorisant le multipartisme.

1991 : opérations « villes mortes » en protestation contre le muselage de la libre opinion.

1992 : réélection de Biya dans des conditions contestées ; état d'urgence décrété dans la région de Bamenda.

1996 : Seconde opération « villes mortes ».

1997 : Biya réélu avec 92,54% de voix (élections boycottées par les partis d'opposition)

Source : Megevand et Teno (1999).

Tableau A₃ : périodes d'instabilité socio-politique au Cameroun

Variable d'instabilité	Années de références
Les mouvements du « <i>Maquis</i> »	1960 à 1970
La crise présidentielle	1982 à 1984
Les revendications du multipartisme	1990 à 1992
Le conflit de Bakassi	1993 à 1996
Les tensions électorales	1992, 1996, 1997 et 2002

Source : synthèse de l'auteur à partir des données de l'histoire du Cameroun.